



# L'intelligence économique a trouvé sa place en France

## COMPÉTITIVITÉ

Dans un environnement économique difficile et très concurrentiel, les entreprises ont compris la nécessité de mieux s'informer.

LES ESPIONS n'ont plus la cote dans l'entreprise. Autrefois domaine réservé des agents secrets en mal de reconversion, l'intelligence économique a fait sa mue. C'est en tout cas ce qui ressort de la lecture du *Top 100 de l'intelligence économique (1)*, dont la deuxième édition vient de sortir. « *Le secteur a pris du galon*, confirme Paul-André Tavoillot, co-auteur de l'ouvrage qui dresse le panorama de la profession en France. *Depuis deux ans, on constate une montée de l'intelligence économique au service de la stratégie des entreprises.* »

## S'adapter aux ruptures technologiques

Finies donc, les opérations secrètes montées dans la plus grande illégalité par des barbouzes à la petite semaine. Désormais, ce sont des managers, experts dans leur domaine, qui se chargent de repérer, collecter et traiter des informations permettant à leur entreprise d'orienter sa stratégie. Bref, de vrais professionnels intégrés au comité de direction de leur groupe ou dépendant parfois directement de leur président comme c'est le cas chez Sanofi-Aventis ou chez Areva.

Il faut dire que l'environnement économique s'est considérablement durci depuis deux ans comme en témoigne la récente vague d'OPA (Mittal sur Arcelor,

## Les cinq plus gros cabinets français

**Geos** : 15,6 millions d'euros (\*)  
**Atlantic Intelligence**  
**+ BD Consultants** : 11,2 millions  
**ADIT** : 7,8 millions  
**ESL Networks** : 7 millions  
**Lexsi** : 7 millions

\* *Chiffres d'affaires consolidés 2004.*

Enel sur Suez ou Saint Gobain sur le britannique BPB). Mais ce n'est pas tout. Confrontées à la montée de nouveaux risques, à l'apparition de ruptures technologiques (comme la téléphonie par Internet ou l'apparition des médicaments génériques) et à une pression toujours plus forte de leurs actionnaires, les entreprises n'ont d'autres choix que de s'adapter.

« *Tous ces facteurs ont imposé aux états-majors des grands groupes, l'impérieuse nécessité de s'informer davantage sur les changements de leur environnement économique, de l'infléchir et de l'anticiper* », confirme Paul-André Tavoillot.

Ce mouvement a aussi profité aux prestataires extérieurs dont le marché a connu une hausse de 15 à 20 % l'année dernière. Selon les auteurs du *Top 100*, les sept plus grands cabinets réalisent ainsi 70 % des 80 millions d'euros de chiffre d'affaires dégagés en 2005. Un chiffre toutefois loin de ceux des géants anglo-saxons du secteur comme Kroll ou Control Risk Group.

JEAN-MARC PHILIBERT

(1) *France : le Top 100 de l'intelligence économique, Indigo Publications.*